

UE-OTAN / Géorgie : quelles perspectives ?

Entretien avec l'Ambassadeur de Géorgie en France

mardi 12 mai 2009, par [Mamuka KUDAVA](#), [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Mamuka KUDAVA](#), [Pierre VERLUISE](#), **UE-OTAN / Géorgie : quelles perspectives ?**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 12 mai 2009.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de la politique orientale de l'Union européenne. Cet entretien exclusif fait le point sur le devenir de l'accord négocié le 12 août 2008, le positionnement de l'Union européenne face à la Russie, les espoirs de la Géorgie vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE.

Pierre VERLUISE : Après le conflit qui a opposé la Géorgie et la Russie en août 2008, l'Union européenne a été partie prenante d'un accord pour mettre fin aux violences. Quel bilan en faites-vous ?

Mamuka KUDAVA : Plus de neuf mois après, l'accord négocié le 12 août 2008 par la présidence de l'Union européenne, assurée à l'époque par Nicolas Sarkozy, n'est toujours pas appliqué par la partie russe. Les observateurs de l'UE et de l'OSCE n'ont toujours pas accès à [l'Abkhazie](#) et à l'Ossétie du Sud, annexées par la Russie. L'intégrité territoriale de la Géorgie n'est donc pas respectée. Après avoir manipulé le cadrage de l'accord, les Russes ne l'appliquent même pas. Le retour au *statu quo ante* n'est pas une réalité.

Comment [l'Union européenne](#) pourrait-elle devenir une puissance respectée si l'accord qu'elle a porté reste du papier ? D. Medvedev et V. Poutine ont réussi à bluffer les Européens. Il est désormais évident que la délicatesse des diplomaties communautaires est plutôt perçue comme une faiblesse.

Ainsi, l'UE se déconsidère quand elle reprend, dès octobre 2008, les négociations avec la Russie pour un nouvel accord de partenariat sans même déplorer que Moscou ne respecte pas ses engagements du 12 août 2008. Bruxelles doit assurer un suivi et insister aussi longtemps que nécessaire.

Jusqu'à présent, les Russes ont catégoriquement exclu le déploiement d'observateurs de l'Union européenne en Abkhazie et en Ossétie du sud. Celui-ci est pourtant indispensable pour éviter l'enlisement du conflit et la légitimation déguisée de l'occupation russe, donc sa poursuite.

Que faire alors ? Rester ferme sur les valeurs sur lesquelles les 27 membres de l'UE sont tombés d'accord en subordonnant la reprise des négociations avec la Russie au strict respect par Moscou de ses engagements, consignés dans le protocole du 8 août 2008. Il faut refuser toute amputation du territoire national géorgien et mettre fin aux souffrances des populations géorgiennes victimes d'un nettoyage ethnique mais aussi aux exactions qu'elles subissent, aux déplacements forcés et aux destructions massives. Ces procédés sont injustifiables. Le retrait des troupes russes de la totalité du territoire géorgien ainsi que le retour sécurisé des réfugiés sur leur terre d'origine doivent constituer les thèmes principaux du processus de négociations de Genève.

Tout renoncement, même partiel, à ces principes serait interprété par la Russie comme une capitulation de l'Europe. Il aurait des conséquences désastreuses pour les Etats de la région ex-membres de l'Union soviétique et donnerait une piètre image de nos capacités à défendre nos valeurs les plus essentielles.

Nous souhaitons vraiment que l'UE devienne une puissance douce qui se fasse respecter.

P. V. : La Géorgie souhaite-t-elle encore obtenir un MAP pour l'Otan ?

M.K. : Pour la Géorgie, l'Otan représente un moyen de garantir sa sécurité, mais ce n'est pas une idée fixe. Nous voyons notre avenir politique dans des structures européennes mais notre désir d'adhérer à l'OTAN est plutôt lié à une question de survie, d'être protégé des dangers d'agression qui restent encore éminents dans la région.

Toutefois, nous restons réalistes et nous comprenons que des pays européens, en l'occurrence la France et l'Allemagne, ne sont pas favorables à notre intégration dans l'Alliance dans un avenir immédiat. L'important pour Tbilissi est d'obtenir des garanties pour sa sécurité et de voir les Russes partir d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, parce qu'il s'agit du territoire de la Géorgie. Faute de pouvoir intégrer l'Union européenne, la Géorgie cherche surtout à assurer sa sécurité et son développement économique. Notre priorité : reconstruire l'économie, développer des infrastructures pour devenir plus attractifs. Nous souhaitons améliorer le régime des visas, établir le régime de libre-échanges, intégrer la Géorgie aux échanges Erasmus, et aboutir à minima à un accord d'association avec l'UE. Nous ne visons par une adhésion rapide à l'Europe communautaire, parce que sa réglementation ne correspond pas encore à l'étape actuelle à nos capacités présentes en matière de développement. A moyen terme, l'objectif est de s'europaniser davantage, en harmonisant la législation du pays avec celle de l'Union européenne, afin de rendre à terme l'adhésion plus facile et harmonieuse.

Pour acheminer le gaz de la Caspienne en Europe, la Géorgie est la seule alternative à la Russie, c'est pourquoi elle représente un intérêt vital pour les pays européens. Nous soutenons le démarrage rapide du gazoduc Nabucco, en 2010. Certes, les Russes ont signé des accords gaziers avec des républiques d'Asie centrale, mais il reste d'autres réserves.

P. V. : Comment comprenez-vous les relations entre la France et la Russie ?

M.K. : Les relations franco-russes sont anciennes, à la fois marquée par une dimension sentimentale et des jeux de puissance. Le concept de la « Russie éternelle » qui existait en France ne tient plus aujourd'hui. Les idéaux des auteurs comme Tolstoï ou Dostoïevski ne sont pas les plus appréciés en ce moment en Russie. Les dirigeants politiques actuels de la Russie ne partagent pas les valeurs que véhiculaient et préconisaient ces grands hommes. Le personnage le plus populaire en Russie est actuellement J. Staline.

La France voyait traditionnellement dans la Russie une alliance pour peser plus lourd face aux Etats-Unis ou demain face à la Chine. Cependant, il faut entendre qu'au XXI^e siècle, le jeu de puissances semble dépassé. Nous souhaiterions que la vision française de la Russie se base sur la réalité actuelle, sur ses actes à l'égard de son voisinage. La vision polonaise et celle des pays Baltes est toute autre car elle est fondée sur l'expérience réelle. Le monde a besoin d'une Europe communautaire forte face à la Russie.

Il faut que Moscou comprenne clairement que la France n'est pas sa « cinquième colonne » dans l'Otan, comme certains officiels et analystes russes l'ont déclaré [1] suite au retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Alliance. Il n'y a aucune raison d'octroyer au Kremlin un droit de regard sur ce qui se passe dans l'OTAN, par exemple au sujet de la Géorgie ou de l'Ukraine. Si l'on tenait à chaque fois compte de l'intérêt « stratégique » de la Russie au moment de la prise de décision au sein de l'OTAN, que resterait-il de l'indépendance de cette Organisation par excellence occidentale ?

Il n'y a pas trois mondes mais deux : le monde libre et le monde autoritaire. Les différences sont réelles, fondées sur des valeurs et des systèmes de gouvernance. La Géorgie, comme l'Ukraine, aspirent à la démocratie. L'UE ne doit pas hésiter à parler plus ouvertement avec le Kremlin du voisinage commun : Biélorussie, Ukraine, Moldavie et la Géorgie...

Cet entretien a été relu et validé par M. KUDAVA

Copyright mai 2009-Kudava-Verluisse/diploweb.com

P.-S.

Mamuka KUDAVA est Ambassadeur de Géorgie en France depuis 2007. En Géorgie, il a été précédemment Premier Vice-Ministre, au Ministère de la Défense. Entretien avec Pierre VERLUISE, Docteur en Géopolitique, Directeur du diploweb.com.

Notes

[1] *Nezavisimaya gazeta*, début avril 2009.